



CAEN du mercredi 4 janvier 2012, déclaration de la FSU

Ce CAEN s'ouvre dans un contexte de plans de rigueur qui visent à faire payer la crise économique et financière aux salariés du public, du privé et à leurs familles. Pourtant cette crise est celle des marchés et des spéculateurs, d'un système économique libéral qui ne vit que pour lui-même en niant les individus. Les citoyens sont manipulés et saturés par une intoxic gouvernementale qui joue sur toutes les peurs et tente de diviser les salariés du public et du privé par un discours stigmatisant contre les fonctionnaires, tout cela pour faire accepter de nouveaux sacrifices, quand les décisions prises ne servent qu'à préserver les profits des actionnaires, à sauver les banques également responsables de la situation et à remettre en cause les acquis sociaux et les services publics, qui sont pourtant les meilleurs remparts contre cette crise.

L'Éducation Nationale et l'enseignement agricole, ainsi que leurs personnels paient le prix fort avec les autres fonctionnaires : salaires, retraites, sécurité sociale, formation, conditions de travail et d'emploi, précarité, le tout assorti du développement d'un management et d'un système d'évaluation qui nient les missions, les métiers, l'expérience des agents, qui génèrent de la souffrance au travail et qui cherchent à mettre en concurrence les personnels entre eux.

Les données fournies par le rectorat montrent les effets de la diminution continue du nombre des personnels enseignants, administratifs et techniques dans les écoles, établissements, services, où ils se font durement sentir. Les principaux indicateurs sont dans le rouge, ce qui nécessite de s'interroger sur les effets des contre-réformes qui nous ont été imposées, de la dégradation de l'offre et des conditions d'études à tous les niveaux, des difficultés croissantes des personnels à exercer leur métier dans des conditions correctes.

Dans une académie particulièrement fragile, où l'enjeu de l'élévation du niveau moyen de formation est crucial, les indicateurs sont particulièrement préoccupants :

- Baisse des taux de réussite aux examens, notamment le DNB (-3,3 points) et le Bac professionnel (- 4,8 points).
- Augmentation du taux de sortie en fin de 3eme, pourtant déjà très important (22,04%, +0,6 point)
- Taux de passage en Sde inférieurs aux prévisions et baisse des entrées en LP.
- Décrochage en cours de cursus de Bac professionnel : 16,6% de taux de sortie en fin de Sde professionnelle, 14,3% en fin de Première professionnelle.
- Baisse des poursuites d'études des bacheliers professionnels et technologiques vers des BTS.

Ces résultats sont les conséquences du désengagement progressif de l'État dans ses missions de service public au profit d'objectifs calqués sur les besoins de l'économie locale, malheureusement partagé par la région Centre et qui font reposer la responsabilité de la réussite ou de l'échec sur les familles et les jeunes, par le biais de l'individualisation des parcours. Pour les jeunes décrocheurs, repérés et fichés par les plateformes réparties dans l'académie, sous étroite surveillance interministérielle, ce sera la sortie précoce de l'école, et des dispositifs pour les rendre rapidement employables par les entreprises qui ont besoin d'une main-d'œuvre non qualifiée, mobile et

malléable. Combien auront encore réellement la possibilité d'un retour en formation initiale sous statut scolaire ?

Dans l'enseignement agricole public, la fragilisation des établissements (fermetures d'établissements, de classes, de sections et d'options) comme des services administratifs, fait que le stade de l'inquiétude est clairement dépassé. Depuis la mi-octobre maintenant, les instances de l'enseignement agricole sont paralysées du fait d'un ministre de l'agriculture en campagne et qui ne répond plus aux personnels comme aux usagers du système d'enseignement dont il a pourtant la charge ! la politique du « rat mort crevé au fil de l'eau » dénoncée par lui-même à sa prise de fonctions, a manifestement repris.

L'enseignement privé, dont les moyens sont relativement préservés en regard de ceux des structures publiques, tire profit de la dégradation de l'enseignement public, qui est également menacé par les orientations gouvernementales en faveur du développement de l'apprentissage et les campagnes qui le survalorisent, malgré son caractère toujours profondément discriminant. Dans la région, il est présenté comme un moyen privilégié d'élever le niveau de formation des jeunes, afin de répondre aux besoins locaux en emplois qualifiés, dans un accord avec État/Région qui n'a jamais été mis en débat dans cette instance, pas plus que le CPRDFP, qui a pourtant un impact direct sur la carte des formations publiques. L'objectif est-il de diminuer les effectifs accueillis dans les écoles et établissements de l'académie pour tenter de justifier de nouvelles suppressions de postes voire même des fermetures de lycées et d'établissement agricoles ?

Ainsi pour la rentrée prochaine, le gouvernement prévoit dans l'Éducation Nationale la suppression de 241 emplois d'enseignants dans le second degré, de 196 pour le premier degré et de 12 postes administratifs. Les effets de cette politique destructrice, c'est par exemple, depuis 2007, la disparition de l'équivalent d'une quinzaine de lycées dans l'académie. Pour l'enseignement agricole public le budget prévoit la suppression de 168 postes au plan national.

La FSU combat ce démantèlement du Service Public d'Éducation, ce rétrécissement du champ du service public au profit du privé et de l'apprentissage, ce renoncement à une réelle ambition pour tous les élèves, notamment ceux de milieux populaires. Ces orientations accentuent les inégalités et le tri social. La FSU exige d'autres choix. Confortée comme première fédération dans le secteur de l'Éducation par les élections professionnelles, elle agit pour promouvoir l'investissement dans les Services Publics, notamment l'Éducation Nationale. Elle agit pour la mise en œuvre d'un plan d'urgence et jouera tout son rôle de force de propositions, notamment à l'occasion des prochaines échéances électorales.